

Art. 5. Le procureur général de Liège se voit confier des tâches spécifiques dans les domaines suivants :

- 1° la criminalité contre les personnes, en particulier la traite des êtres humains, la pédophilie et la maltraitance d'enfants;
- 2° les sectes;
- 3° la bio-éthique;
- 4° la criminalité liée aux stupéfiants;
- 5° la loi de défense sociale contre les anormaux et les délinquants d'habitude;
- 6° le droit social, en particulier la criminalité sociale et la fraude à la législation sociale;
- 7° les jeux de hasard.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mai 1997.

Art. 7. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 5. Aan de procureur-generaal te Luik worden specifieke taken toegewezen met betrekking tot volgende materies :

- 1° de criminaliteit tegen personen, meer in het bijzonder de mensenhandel, de pedofilie en de kindermishandeling;
- 2° de sekten;
- 3° de bio-ethiek;
- 4° de drugscriminaliteit;
- 5° de wet tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers;
- 6° het sociaal recht, in het bijzonder met betrekking tot de sociale criminaliteit en de fraude op de sociale wetgeving;
- 7° de kansspelen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 15 mei 1997.

Art. 7. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 925

[C — 97/16117]

5 MAI 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1996 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996 et 2 décembre 1996, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1996 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 14 février 1997 et 24 mars 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait que pour l'année 1997 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant que les limitations de captures pour la pêche des soles dans les zones-c.i.e.m. II, IV (mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) sont fixées en fonction des captures réalisées dans une période de référence récente et en fonction de la puissance motrice;

Considérant que le groupe des bateaux de pêche de plus de 300 ch peut pêcher intégralement les quotas disponibles dans les zones-c.i.e.m. autres que la mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 925

[C — 97/16117]

5 MEI 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 december 1996 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994, 4 mei 1995, 4 augustus 1996 en 2 december 1996, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 december 1996 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 14 februari 1997 en 24 maart 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat voor het jaar 1997 vangstbeperkingen moeten vastgesteld worden ten einde de aanvoer te spreiden, is het bijgevolg nodig zonder verwijl behoudsmaatregelen te treffen ten einde de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Overwegende dat de vangstbeperkingen voor de tongvisserij in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium) vastgesteld worden in functie van de vangsten in een recente periode en in functie van het motorvermogen;

Overwegende dat de groep vissersvaartuigen van meer dan 300 pk integraal de beschikbare quota in de andere i.c.e.s.-gebieden dan de Noordzee en Scheldeestuarium kan opvissen;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de soles et de cabillauds peut être réalisé en instituant des maxima de captures par jour ou par heure de présence dans certaines zones-c.i.e.m.,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1996 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 14 février 1997 et 24 mars 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. Jusqu'au 30 juin 1997 inclus et ce, dans la zone-c.i.e.m. concernée, les captures de soles des bateaux de pêche, exprimées en poids de débarquement, ne peuvent dépasser les quantités suivantes :

- 12 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIIa, VIIh,j,k en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 300 ch;
- 20 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIIa, VIIh,j,k en cas d'une puissance motrice supérieure à 300 ch;
- 10 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIIf,g en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 300 ch;
- 12 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIIf,g en cas d'une puissance motrice supérieure à 300 ch;
- 2 kg par heure entière de présence dans les zones-c.i.e.m. VIId, VIIe;
- 10 kg par heure entière de présence dans la zone VIIa dans le cas où 350 tonnes de soles exprimées en poids vif, ont été pêchées dans la zone VIIa, en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 300 ch;
- 12 kg par heure entière de présence dans la zone VIIa dans le cas où 350 tonnes de soles exprimées en poids vif, ont été pêchées dans la zone VIIa, en cas d'une puissance motrice supérieure à 300 ch.

Dans la période du 1^{er} février 1997 jusqu'au 31 décembre 1997 inclus, la pêche totale de sole des bateaux de pêche, dans les zones-c.i.e.m. VIIa,b, exprimée en poids de débarquement, ne peut dépasser 1 200 kg par jour civil. »

Art. 2. Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 12bis. § 1^{er}. Jusqu'au 30 juin 1997 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. VII, à l'exception de la zone VIIa,VIII les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 300 ch et qui est repris sur la "Liste officielle des navires de pêche belges 1997" comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 200 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé dans ces zones au cours de ce voyage en mer.

La quantité de cabillauds est exprimée en poids vif.

§ 2. Jusqu'au 30 juin 1997 inclus, il est interdit que dans les zones-c.i.e.m. VII, à l'exception de la zone VIIa,VIII les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 300 ch et qui est repris sur la "Liste officielle des navires de pêche belges 1997" comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 100 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé dans ces zones au cours de ce voyage en mer.

La quantité de cabillauds est exprimée en poids vif.

§ 3. Dans le cas où 100 tonnes de cabillauds exprimées en poids vif, ont été pêchés dans la zone-c.i.e.m. VIIa, il est interdit jusqu'au 30 juin 1997 inclus que dans la zone-c.i.e.m. VIIa, les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 300 ch et qui est repris sur la "Liste officielle des navires de pêche belges 1997" comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 200 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé dans cette zone au cours de ce voyage en mer.

La quantité de cabillauds est exprimée en poids vif.

§ 4. Dans le cas où 100 tonnes de cabillauds exprimées en poids vif, ont été pêchés dans la zone-c.i.e.m. VIIa, il est interdit jusqu'au 30 juin 1997 inclus que dans la zone-c.i.e.m. VIIa, les captures totales de cabillauds par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 300 ch et qui est repris sur la "Liste officielle des navires de pêche belges 1997" comme équipé pour la pêche au chalut à perches, dépassent une quantité égale à 100 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé dans cette zone au cours de ce voyage en mer.

La quantité de cabillauds est exprimée en poids vif. »

Overwegende dat een betere spreiding van de aanvoer van tong en kabeljauw kan bewerkstelligd worden door het instellen van maximale vangsten per dag of per uur aanwezigheid in bepaalde i.c.e.s.-gebieden,

Besluit :

Artikel 1. Het artikel 7 van het ministerieel besluit van 23 december 1996 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van visbestanden in zee, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 14 februari 1997 en 24 maart 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 7. Tot en met 30 juni 1997 mogen de tongvangsten van de vissersvaartuigen, uitgedrukt in aanvoergewicht, in het betrokken i.c.e.s.-gebied de volgende hoeveelheden niet overschrijden :

- 12 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIIa, VIIh,j,k ingeval het motorvermogen 300 pk of minder bedraagt;
- 20 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIIa, VIIh,j,k ingeval het motorvermogen meer dan 300 pk bedraagt;
- 10 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIIf,g ingeval het motorvermogen 300 pk of minder bedraagt;
- 12 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIIf,g ingeval het motorvermogen meer dan 300 pk bedraagt;
- 2 kg per vol uur aanwezigheid in de i.c.e.s.-gebieden VIId, VIIe;
- 10 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIa ingeval 350 ton tong uitgedrukt in levend gewicht, uit het gebied VIIa is opgevisst en ingeval het motorvermogen 300 pk of minder bedraagt;
- 12 kg per vol uur aanwezigheid in het i.c.e.s.-gebied VIIa ingeval 350 ton tong uitgedrukt in levend gewicht, uit het gebied VIIa is opgevisst en ingeval het motorvermogen meer dan 300 pk bedraagt.

In de periode van 1 februari 1997 tot en met 31 december 1997 mag de tongvangst van de vissersvaartuigen uitgedrukt in aanvoergewicht, in de i.c.e.s.-gebieden VIIa,b, 1 200 kg per kalenderdag niet overschrijden. »

Art. 2. Een artikel 12bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 12bis. § 1. Tot en met 30 juni 1997 is het in de i.c.e.s.-gebieden VII, behalve VIIa,VIII verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 300 pk en dat volgens de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 1997" is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd in deze gebieden tijdens die zeereis.

De hoeveelheid kabeljauw wordt uitgedrukt in levend gewicht.

§ 2. Tot en met 30 juni 1997 is het in de i.c.e.s.-gebieden VII, behalve VIIa,VIII verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 300 pk of minder en dat volgens de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 1997" is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 100 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd in deze gebieden tijdens die zeereis.

De hoeveelheid kabeljauw wordt uitgedrukt in levend gewicht.

§ 3. Ingeval 100 ton kabeljauw uitgedrukt in levend gewicht uit het gebied VIIa is opgevisst, is het tot en met 30 juni 1997 in het i.c.e.s.-gebied VIIa, verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 300 pk en dat volgens de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 1997" is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 200 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd in dit gebied tijdens die zeereis.

De hoeveelheid kabeljauw wordt uitgedrukt in levend gewicht.

§ 4. Ingeval 100 ton kabeljauw uitgedrukt in levend gewicht uit het gebied VIIa is opgevisst, is het tot en met 30 juni 1997 in het i.c.e.s.-gebied VIIa, verboden dat de totale kabeljauwvangst per zeereis, gerealiseerd door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 300 pk of minder en dat volgens de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 1997" is uitgerust met de boomkor, een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 100 kg vermenigvuldigd met het aantal vaartdagen gerealiseerd in dit gebied tijdens die zeereis.

De hoeveelheid kabeljauw wordt uitgedrukt in levend gewicht. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1997, à 24 heures.

Bruxelles, le 5 mai 1997.

K. PINXTEN

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1997, om 24 uur.

Brussel, 5 mei 1997.

K. PINXTEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 926

[97/29030]

20 DECEMBRE 1996. — Décret relatif à la répartition des prestations dans le cadre de l'interruption de la carrière des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les prestations du membre du personnel de l'enseignement qui bénéficie d'une interruption partielle de la carrière professionnelle dans les conditions définies par le Gouvernement, sont réparties sur quatre jours par semaine au maximum et selon les modalités suivantes :

1^o L'horaire des prestations est limité à sept demi-journées, dans le cas d'une interruption partielle de la carrière professionnelle à cinquième-temps;

2^o L'horaire des prestations est limité à six demi-journées, dans le cas d'une interruption partielle de la carrière professionnelle à quart-temps;

3^o L'horaire des prestations est limité à cinq demi-journées, dans le cas d'une interruption partielle de la carrière professionnelle à mi-temps.

Art. 2. A la demande du membre du personnel, le Gouvernement peut déroger à l'article 1^{er}, sur la base d'un avis unanime du pouvoir organisateur et de l'organe de concertation compétent.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de la sanction par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Éducation permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 926

[97/29030]

20 DECEMBER 1996. — Decreet betreffende de verdeling van de prestaties in het raam van de loopbaanonderbreking voor de personeelsleden van het onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De prestaties van het personeelslid van het onderwijs dat een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan onder de door de Regering bepaalde voorwaarden geniet worden over hoogstens vier dagen per week verdeeld onder de hierna staande voorwaarden :

1^o de dienstregeling van de prestaties wordt tot zeven halve dagen beperkt in het geval van een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan in vijfdien;

(1) *Session 1996-1997.*

Documents du Conseil. — N^o 126 — n^o 1. — Projet de décret : n^o 2. — Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 décembre 1996.

(1) *Zitting 1996-1997.*

Document van de Raad. — Nrs. 126 — nr. 1. — Ontwerp van decreet : nr. 2. — Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering d.d. 17 december 1996.